Recherches sociographiques

Paul-André LAPOINTE (dir.), *La qualité du travail et de l'emploi au Québec. Données empiriques et cadres conceptuels*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2013, 301 p.

Maria Eugenia Longo

Volume 55, numéro 1, janvier-avril 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1025662ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1025662ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Longo, M. E. (2014). Compte rendu de [Paul-André LAPOINTE (dir.), *La qualité du travail et de l'emploi au Québec. Données empiriques et cadres conceptuels*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2013, 301 p.] *Recherches sociographiques*, 55(1), 153–154. <https://doi.org/10.7202/1025662ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques et Université Laval, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Il n'y a pas de réponse simple à la question soulevée dans le titre : la gouvernance locale des forêts peut-elle contribuer au développement des régions? Les trois initiatives de gouvernance locale abordées dans la deuxième partie de l'ouvrage présentent un bilan mitigé. Les tables de gestion intégrée des ressources (GIR), qui réunissent des acteurs socioforestiers historiquement antagonistes, font face aux défis d'instaurer la confiance et de créer des consensus territoriaux. Les obstacles et les opportunités documentés dans ces études de cas constituent des pistes de réflexion judicieuses pour le nouveau régime forestier puisque les tables GIR sont appelées à y jouer un rôle important.

Le constat de l'appropriation de la gouvernance des forêts par de nouvelles institutions et de nouveaux acteurs traverse l'ouvrage. L'ouverture à ces acteurs venant s'ajouter aux forces du marché et de l'État est décrite comme l'aboutissement de l'évolution des régimes forestiers successifs depuis 1804. L'analyse de la reconfiguration récente des structures administratives montre que le rôle de l'État s'est néanmoins accru, bien qu'il soit désormais partagé avec une diversité d'acteurs sociaux et d'instances régionales. L'intégration de ces derniers ne se fait toutefois pas sans heurts, surtout lorsque leurs intérêts ne convergent pas avec ceux de l'industrie forestière.

La troisième partie de l'ouvrage porte sur la participation des femmes et des Autochtones ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans la gouvernance locale. Le rôle de ces groupes sociaux tout comme la place des enjeux environnementaux auraient cependant pu être développés davantage. Les enjeux relatifs à la participation des femmes et des Autochtones sont abordés dans le même chapitre, alors qu'ils sont suffisamment complexes pour faire l'objet de chapitres distincts. Plusieurs travaux récents s'intéressent d'ailleurs au rôle accru des Autochtones et aux divers mécanismes visant à favoriser leur collaboration avec le secteur forestier.

Ce livre est incontournable pour qui veut comprendre l'évolution de la gouvernance des forêts publiques québécoises. Il soulève des questionnements pertinents sur la mise en place d'un régime forestier plus participatif en ce qui concerne la redéfinition des rapports entre l'État et ses partenaires, les limites structurelles en matière de ressources et d'expertise, la participation d'acteurs sociaux marginalisés et la place accordée aux préoccupations environnementales dans la gouvernance locale.

Julie HAGAN

Département de sociologie,
Université Laval.
julie.hagan.1@ulaval.ca

Paul-André LAPOINTE (dir.), *La qualité du travail et de l'emploi au Québec. Données empiriques et cadres conceptuels*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2013, 301 p.

Cet ouvrage collectif est le produit du premier séminaire annuel de l'Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) *Innovations, travail et emploi* sous le thème « La qualité du travail et de l'emploi, au cœur des performances des entreprises

et du développement durable des communautés ». Il vise à réunir dans un même ouvrage des contributions assez différentes à propos de ce qui constitue l'une des « principales problématiques du travail et de l'emploi » et qui intéresse non seulement les chercheurs mais également les acteurs du monde du travail. L'introduction explique clairement l'évolution de cette problématique, ses ancrages dans l'histoire des sciences sociales et son inscription dans l'histoire plus récente. Cette dernière s'analyse en associant, à chaque moment, la question de la qualité du travail et de l'emploi et les principales préoccupations du monde du travail : les débats entre domination et autonomie qui sont au cœur de la théorie du processus de travail et de celle de la psychologie du travail dans les années 1970; les effets de la crise de l'emploi quand s'installe « le faux arbitrage » entre la réduction du chômage et le sacrifice de la qualité des emplois dans les années 1980; la discussion autour de la précarisation, de la flexicurité et de l'employabilité, d'où se dégage l'importance de la formation, dans les années 1990; les enjeux autour de la conciliation travail-famille qui émerge avec l'entrée massive des femmes sur le marché du travail dans les années 2000; et enfin les défis que les risques psychosociaux imposent à la question de la qualité et l'intégration de cette question au débat plus large sur les inégalités sociales, de revenus et de sécurité au cours des dernières années.

Ce parcours historique, à la fois complet et synthétique, débouche sur un concept de qualité du travail et de l'emploi assez englobant, à six dimensions fondamentales : autonomie et qualification; sécurité, statuts d'emploi et protections sociales; formation et perspectives de carrière; conciliation travail-famille, incluant les heures de travail; intensité du travail et risques psychosociaux; rémunération et inégalités des revenus. Ainsi défini, le concept permet non seulement de distinguer qualité du travail et qualité de l'emploi, mais également de montrer que cette question est au carrefour des diverses problématiques du champ des études sur le travail. Cette variété justifie d'ailleurs la diversité des contributions et des perspectives réunies ici, et dont le principal dénominateur commun se ramène à l'utilisation du concept de qualité du travail et de qualité de l'emploi, parfois l'une sans l'autre, et avec des méthodologies différentes selon les chapitres. Les chapitres ne sont pas pour autant déconnectés entre eux : au contraire, ils dialoguent par groupe de deux sur des sujets communs (les indicateurs de l'évolution de la qualité, la professionnalisation et ses effets sur la qualité, l'influence des institutions intermédiaires sur la qualité et enfin le poids de la dimension relationnelle dans la qualité). Le directeur de l'ouvrage a lui-même écrit un chapitre dont les résultats contredisent les conclusions du premier chapitre, mettant en exergue que le débat autour de la qualité n'est pas clos. Actualité, complexité et diversité animent donc l'esprit de cet ouvrage à visée pragmatique; que l'on aimerait voir complété par d'autres travaux empiriques, où des solutions aux problèmes de qualité du travail et de l'emploi seraient proposées et approfondies.

Maria Eugenia LONGO

*Centre d'études et de recherches
sur les transitions et l'apprentissage (CERTA),
Université de Sherbrooke.
maria.eugenia.longo@usherbrooke.ca*